



LIVRET A : Logements sociaux ? Centrales nucléaires ? Armes de guerre ?

Communiqué de presse : 30 mars 2023

Le Livret A est source de toutes les convoitises.

Faut dire que le pactole de plus de 300 milliards d'encours est alléchant.

Historiquement, l'État a toujours souhaité que la collecte du livret A soit sécurisée, c'est-à-dire à l'abri des crises financières. Sans cette sécurisation, il aurait été possible d'assister à la faillite de nombreux épargnants, si par exemple la banque à qui était confié l'argent du livret A venait à faire faillite ou l'État français à faire défaut.

Depuis de nombreuses années, sa gestion était confiée à la Caisse des dépôts et consignations, et sa collecte qui était également centralisée a été élargie à l'ensemble des banques avides de profiter de cette épargne populaire.

La Caisse des dépôts utilise ensuite ces fonds pour financer des missions d'intérêt général, et particulièrement le logement social (HLM). C'est une garantie pour les épargnants d'une utilisation sécurisée de leur épargne pour le bien de tous.

Le gouvernement Macron dans la continuité de sa politique de casse sociale, tente de détourner cette manne, dans un premier temps en voulant financer la construction de centrales nucléaires, et puis en voulant financer le développement de l'industrie d'armement française (après avoir tout démantelé).

Pour la CGT de l'établissement public il serait totalement inacceptable de détourner l'utilisation du livret A vers le nucléaire ou l'armement.

De l'argent, il y en a, il suffit de demander aux banques privées qui conservent les fonds du livret A, sans aucun contrôle de son usage, d'investir dans les projets faramineux du gouvernement, plutôt que de ponctionner l'épargne populaire qui contribue à l'intérêt général des populations et particulièrement du logement social.

Paris, le 30 mars 2023

Contact : Jean-Pascal SURE

jean-pascal.sure@caissedesdepots.fr

06 82 98 49 24